

## CONSTAT POLITIQUE LOCAL ET REGIONAL

### DES DEUX INTERVENTIONS MULTINATIONALES A BEYROUTH

En préliminaire, il n'est pas inutile de rappeler deux points. L'expression "soldats de la paix" est une affirmation politique de l'époque largement martelée pour justifier ces interventions et bien sûr considérablement amplifiée par les médias. Pour la Syrie, le Liban n'a jamais existé, il s'agit d'une de ses provinces et la création de l'état palestinien ne peut se faire qu'en territoire israélien.

Août à septembre 1982: évacuation des combattants palestiniens et repli des troupes syriennes. La déclaration intempestive de notre ministre des relations extérieures, "les combattants palestiniens doivent quitter le Liban dans l'honneur et la dignité" a particulièrement choqué l'ensemble des libanais. Toutefois, cette intervention fut sans conteste un succès politique évident, ayant obtenu un consensus quasi général. A l'exception de la tendance Walid Joumblat, parmi les druzes (Parti Socialiste Progressiste - PSP-), les libanais ont applaudi à cette opération. Elle libérait la capitale d'une occupation plus que pesante et lui redonnait une certaine liberté politique. La Syrie, malgré le repli de ses troupes, restait présente au Liban (Nord et Bekaa): elle appréciait, sans en faire état, cette évacuation qui faisait disparaître de la région une force politique bien armée de plus en plus difficile à contrôler, affirmant chaque jour son indépendance accrue dans le sud du pays. Israël, entre autres, convaincu de la création immédiate d'un état palestinien sur sa frontière nord, après des négociations "de façade", avait réussi à impliquer directement les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France. Ces pays prenaient son relais pour concrétiser l'objectif de son opération "Paix en Galilée": le retrait des forces palestiniennes de la région... Cependant, l'OLP laissait sur place de 1500 à 2000 combattants clandestins. Elle réinstallait des éléments à Tripoli (Liban nord) qui étaient aussitôt évacués par les marines occidentales en fin d'année sous les pressions syriennes, libanaises, israéliennes et celles des milices locales.

Octobre 1982 à mars 1984: l'effectif total des forces multinationales de sécurité (FMS) stationnées dans le "grand Beyrouth" était d'environ 5000 hommes, les britanniques n'ayant qu'un détachement symbolique d'à peine 120 hommes. Mais, au large de Beyrouth ont été présents en permanence, au minimum une vingtaine de bâtiments dont 2 porte-avions, une task-force d'un bataillon de "marines" en intervention immédiate. Suite aux ~~des~~ attentats du 23 octobre 1983, le nombre de navires a dépassé la cinquantaine...

Leur mission était définie en ces termes: "les forces multinationales de sécurité doivent aider le gouvernement libanais à restaurer sa souveraineté, et son autorité à Beyrouth et dans ses alentours et à assurer la sécurité des habitants de ladite région." Leurs gouvernements interprétèrent chacun à leur convenance le texte signé.

De novembre 1982 à août 1983, ces forces ont en partie contribué à assurer une certaine sécurité et stabilité dans un climat favorable. L'ensemble des milices libanaises éprouvait le besoin de se reconstituer et de raffermir leur autorité sur le terrain. Tsaïhal occupait la majeure partie de la zone située au sud de la route internationale Beyrouth-Damas. Sous caution américaine, Israël négociait un traité de paix avec le Liban. Hafez el Assad attendait son heure, laissant se développer en Bekaa, notamment à Baalbeck les mouvements et milices intégristes, Hozballah de Hussein Moussawe et de Sobhi Toufayli qui commencèrent à s'infiltrer dans Beyrouth au cours de l'été. Enfin, le nouveau gouvernement de Amine Gémayel se mettait en place, l'armée libanaise était en pleine reconstruction avec une aide massive américaine.

:E WMKREXHYWVEMHITEMMWVEIPS&PMQEREMWRI RSYZIPPTIVMSHI'6EJI/P/WWEH  
R"EYVHI GIWWIH"EVRAZMDEMHIRSRGI7I XVEVXIVITPMPVW;A'7P TVSJMXRSXEQQERBYVIXVEMX  
YRMPPEXMBPVEIHPMLLSYJ IR VIPERJERYRI RSYZIPPKYIVVIXIR W"ETTYJERYXO'8SYQFPEXHSRX  
MPEVQIPEQMPMCA>:IW KSYZIVRIQIRXW;A R"SRX/MIREMFSYVGSRXVEMRHWEMEMVI  
VIPIZIWIXVVSYTIVSWXTEVTSWXTEV"EVQIIPMFEREMWT%GHIQERHEMIRKWEYXSVMPSIQEPIW':IW  
3XEXW&BRRMXRIVNICEVQIIPMFEREMWWTITSVXIR 0IOEE#EYGSRXEGX P"EVQIIVJVMIRRI\$TSYV  
EYVIXPWIRJSVXWVEPIWXMRS&WJYXHRW!/:#7\$'3RJMR%PIEMTYMW\ EIVMIRWSPPMGMXIW#)\$  
R'SRXNEXREMMEGGSVHIWEMPEMIRIXQMMEVQII PMFEREMMIVIRHVETMHIQIRX7EVKIQIRX  
7I HIWWYWXSEXP%P"EFWIRZIPSRXHIWKSZYIVRIQIRXW#\*\$%4HWIXHI GSSVHMREXMBRMX  
TV GMTMPEHIVWMRXIKVEXINSRVQIL!FEREMWVWTEVXMXIRISRMKEHGRJIWWM\$SRRIPIWIRPEKI  
HI WSEVQII 7I KSYZIVRIQIRXWIIHPMXEMKEMPHIEMXSRXVSHI 0IJVSYXLEYTVSJMXWHMZIVWIIW  
QMPMGIWMPXWVMTWXRWWEPEHEMIBEXIQIRXHXIXVMQIRKPEQMPMQEP HI <EFJ 0IVVM'2ERW  
GI GSRXI XI%HXIXRHEXW\* SIXSFVIEPEMIRXIGMTMXHTEVHIW;A '''II HITEVREMWWEMX  
:MFERIRGSVITPYWMZMWGSEQTSWMXMSRIYDMIQKSYZIQIRXHI 5IQEJIP WIHMWGYMEX  
5IRIZI#WERWYGGIW\$MEXYWERRH#IWMKREXNISSEGLMHVEQI GSQQI GLIJHYKSYZIVRIQIRX\$  
WSYMRMXMEXSYZHMIRKISYSYMMOXEXVMIR':MEJWHIW;A EZEMIRXWTHMYPIGLMUYMIV  
VIKMSREP'

#P\$=/1:-=VKERMWEXMHRP"EGXMSRQYRMVPMIFEREMWHBW/IWIWTSRWEFPIWEVXIRERX  
EYWVYGPKEK'8SYQF7EXXEMKTVSKVEQQEXIMMQEWEGHIVGLVIXMIRERWI 1LSYJ

#)\$/TVIWHI RSQFVIYWIQMWIR KEVHSVEPIW%RZMSRWSRMIRXIVZIR'YSY + JSMIR  
VITVIWEMPPISRXHIXVYMKMIGIWF"EVXMPPIV(MI QQ HY>A>'AYMMP'EXXIRXEXVEOOEV%MPW  
W=?MIRXIVZIRWVYRI GEWIVRI 0EPPFIGO%XYERKIVKIXHIY\ QSYXSRW-PSUGYTERXWPHI  
GEWIQI%YKIRXEMRIQMPMGMISRW.MPPEL%SRXVIZIRYWYEXVIYVIVEZERX"STIVEXMSR  
/YWWWMMXIVITVIWEMPPGW%NEWMBIBVWI] EXMMSYXYRIRYMERWRXLEP[IK%MX  
OQ%WMKYSRI >A>%EYGYRINIGXMJR"IMWKGMMIY'

#\*\$=YXVPIWRSQFVIYWIMGPEVEVXMSRQTSVXITMIGIWI RSXVQMRMWHWVWPEXMSRW  
I\XIVMIYV %PVIWMHIRKEKER%JEIYVIVEZERXI VITPMIWSVGIWEQIVMGEMRWWWYVEMXSRTEJW  
R'EFERHSRRIVEMXI :MFER'

#+\$/XXIRXEXW)\* SGXSFVI-PIYSFNIGXMTIPVXEMIRH GSRXVEMRHWIXEXW&BRXPV  
4VERGMXIKPIM GSRXIRXMTIRREGMINTTSWERM'7VER':AJVMTEVJEMXIQIRJSVQIE EY  
QMRMQYQEMWEMVI-GEVXIRXEXWRWGVMEZEMRKS PMXMYNYWERXSYXTVIWIRGIXVERKIVI  
WYM XIVVMXSMFEREMW%EMWIKWMIR'